

Centre d'étude de la vie politique

Les Cahiers du Cevipol

Vote brun en banlieue rouge

Une approche qualitative du vote
populaire d'extrême droite à Seraing
2000/3

Jean FANIEL

e-mail : jfaniel@ulb.ac.be

Cevipol

39 av. F.D Roosevelt

1050 Bruxelles

<http://www.ulb.ac.be/soco/cevipol>

1. INTRODUCTION

Au cours de la dernière décennie, les partis d'extrême droite ont connu en Belgique francophone une progression électorale non négligeable. Si l'on dispose aujourd'hui de quelques données sur le profil des électeurs qui soutiennent ces formations¹, on ne connaît encore que très mal les différentes raisons qui poussent ceux-ci à accorder leurs suffrages à ces partis.

Dans cet article, nous voudrions apporter certains éclairages sur les motivations de la composante "populaire" de cet électorat. On sait en effet depuis plusieurs années que les partis d'extrême droite (et ce, dans différents pays européens : Belgique, France, Italie, Autriche, Allemagne, Pays-Bas) attirent d'une part des personnes appartenant aux classes intermédiaires et élevées de la société et d'autre part des électeurs issus des couches populaires de celle-ci². C'est donc sur cette seconde catégorie de gens que nous allons nous focaliser dans ce texte.

¹ Voir André-Paul FROGNIER, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, n° 11, novembre 1992, pp. 114-126, André-Paul FROGNIER, « Groupes et comportements électoraux. Vote écologiste et vote d'extrême droite », in Francis BALACE et alii, *De l'avant à l'après-guerre. L'extrême droite en Belgique francophone*, Bruxelles, De Boeck-Wesmael, 1994, pp. 227-241, Pascal DELWIT, « Electeurs et militants : des profils incertains », in Hugues LE PAIGE (dir.), *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, Editions Labor, 1995, pp. 81-101, Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Andrea REA (dir.), *L'Extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998, pp. 167-180 et Jean FANIEL, *Le vote d'extrême droite en Belgique francophone. Enquête à Seraing*, Bruxelles, MRAX, 2000, 178 pp.

² Cf. Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », *op. cit.*, pp. 170-173, Marc SWYNGEDOUW, Jaak BILLIET, Ann CARTON, « Van waar komen ze, wie zijn ze ? Stemgedrag en verschuivingen op 24 november 1991 », *Bulletin nr. 1992/3 van het I.S.P.O.*, Louvain, Katholieke Universiteit Leuven département sociologie, 1992, pp. 34-35, Pascal PERRINEAU, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, pp. 107-110, Piero IGNAZI, « The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal of Political Research*, Dordrecht, vol. 22, n° 1, juillet 1992, p. 5, Mario CACIAGLI, « The Movimento Sociale Italiano-Destra Nazionale and Neo-Fascism in Italy », *West European Politics*, Londres, vol. 11, n° 2, avril 1988, p. 22, Hans-Georg BETZ, « The Two Faces of Radical Right-Wing Populism in Western Europe », *The Review of Politics*, Notre Dame (Indiana), vol. 55, n° 4, automne 1993, pp. 677-678, Gilles IVALDI, Mariangela ROSELLI, « Anatomie de la poussée nationaliste xénophobe en Europe », *Regards sur l'actualité*, Paris, n° 208, février 1995, pp. 11-12, Patrick MOREAU, *Les héritiers du IIIe Reich. L'extrême droite allemande de 1945 à nos jours*, Paris, Seuil, 1994, p. 341 et Gerrit VOERMAN, Paul LUCARDIE, « The extreme right in the Netherlands. The centrists and their radical rivals », *European Journal of Political Research*, Dordrecht, vol. 22, n° 1, juillet 1992, pp. 50-51.

Par le biais de l'analyse d'une enquête qualitative réalisée en février-mars 1999 à Seraing, commune ouvrière de la banlieue industrielle liégeoise, nous allons tenter de montrer comment les conditions de vie des électeurs rencontrés, leur rejet des partis politiques traditionnels, leur progressive dépolitisation et l'influence qu'exercent sur eux les discours et idées xénophobes se combinent pour donner naissance à ce type de vote. Tout au long de cet article, nous veillerons à distinguer les aspects généraux de cette forme de comportement électoral des spécificités du cas étudié.

A la suite des élections de 1994, deux mandataires d'extrême droite ont fait leur entrée au conseil communal de la ville de Seraing. Issus de deux partis alors rivaux (AGIR³ et le Front national), ils ont enregistré à cette occasion des scores de 5,63 % et 4,39 % des voix. Au total, les différentes listes d'extrême droite ont recueilli dans cette entité entre 8,7% et 11,52% des suffrages exprimés aux différents scrutins de 1994 et 1995⁴. De tels résultats classaient Seraing parmi les communes francophones ayant enregistré les plus forts taux de soutien à des partis d'extrême droite. Ceci ne manque pas d'étonner dans une commune où le parti socialiste recueille à chaque scrutin local plus de 50 % des suffrages. Telles sont les principales raisons qui nous ont amené à choisir cette cité de 61.000 habitants comme terrain de recherche.

2. SERAING : CARACTERISTIQUES SOCIALES ET HISTORIQUES D'UNE BANLIEUE ROUGE

Solidement ancrée dans le bassin industriel liégeois, la ville de Seraing a été principalement marquée par l'industrie métallurgique et par l'extraction du charbon qui ont grandement influencé la physionomie de cette cité et de ses habitants. Au début du dix-neuvième siècle, Seraing n'est guère plus qu'un village. Les 1.818 habitants qu'on y recense en mars 1800⁵ travaillent essentiellement dans l'agriculture, l'artisanat et l'extraction de la houille. Cependant, la révolution industrielle va modifier considérablement le tableau. Les mines de charbon, les usines sidérurgiques (en particulier les établissements fondés par John Cockerill) et la cristallerie du Val-Saint-Lambert vont attirer

³ Quelques mois après ce scrutin, Agir a éclaté en différentes fractions, dont une a rejoint le Front national et une autre a donné naissance au parti REF.

⁴ A l'exception de l'élection du Sénat où seule la liste du P.C.N. était présente et a recueilli 0,73 % des voix.

⁵ Léon de SAINT-MOULIN, *La construction et la propriété des maisons : Expressions des structures sociales. Seraing depuis le début du XIXe siècle*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, n° 21 de la série Pro Civitate, 1969, p. 108.

une population ouvrière toujours plus nombreuse dans la cité sérésienne. Cette croissance impressionnante (de dix mille habitants en 1846, on passe à trente mille en 1883 avant d'atteindre le chiffre de près de quarante-trois mille personnes en 1909) n'est d'ailleurs pas sans conséquences à l'époque sur le manque de logements, ainsi que sur leur coût et leur piètre qualité⁶.

A Seraing comme ailleurs, les conditions de vie et de travail des ouvriers ne sont guère enviables. J. Cockerill lui-même écrit en 1828 : « pendant le voyage que j'ai fait il y a quelques mois en Angleterre, j'ai eu l'occasion de comparer la misère réelle de la classe ouvrière à Liège et dans les environs avec l'état des ouvriers anglais qui se croient malheureux, dans une situation que les nôtres regarderaient comme prospère »⁷. On connaît pourtant les conditions de vie de la classe ouvrière anglaise à cette époque.

Peu à peu cependant, les ouvriers sérésiens s'organisent, en particulier à partir des années 1860⁸. La plupart des grandes grèves qu'a connues l'histoire sociale belge depuis le XIXe siècle trouveront une résonance toute particulière à Seraing. Et dès 1895, cette commune est l'une des premières de Belgique à basculer d'une majorité absolue libérale à un conseil communal où les socialistes forment le groupe le plus important. Cette situation est en bonne partie due à l'introduction du vote plural dans le code électoral belge. Quatre ans plus tard, un renouvellement partiel de l'assemblée locale donne au P.O.B. la majorité absolue des sièges⁹. Il faudra toutefois attendre 1921 pour que le roi accepte de nommer un bourgmestre socialiste à la tête de la commune. A l'exception du scrutin communal de 1946 remporté par le parti communiste, toutes les élections communales ont consacré le rôle de leader des socialistes à Seraing¹⁰.

Le visage ouvrier et de gauche de la commune va notamment se traduire dans l'espace urbanistique sérésien par la

⁶ Léon de SAINT-MOULIN, *op. cit.*, pp. 81-84 et 141-142 ainsi que Michel ORIS, « Hygiène publique et médicalisation dans une cité industrielle. Seraing au XIXe et au début du XXe siècle », *Revue belge de philologie et d'histoire*, Bruxelles, n° 73, 1995, p. 1007.

⁷ Léon de SAINT-MOULIN, *op. cit.*, p. 116.

⁸ B. Francq et D. Lapeyronnie notent qu'à cette époque, bon nombre d'ouvriers travaillant à Cockerill étaient affiliés à l'Association internationale des travailleurs. Bernard FRANCO, Didier LAPEYRONNIE, *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1990, p. 88.

⁹ Cf. Suzy PASLEAU, *La gestion d'une commune en proie aux mutations économiques et sociales. Seraing, 1836-1993*, Bruxelles, Crédit communal, 1998, pp. 78-82.

¹⁰ Ceux-ci ont reconquis la majorité absolue des voix en 1970 et l'ont conservée depuis lors.

construction de nombreux logements sociaux. En 1921 est créée la Maison sérésienne, société coopérative immobilière dans laquelle les pouvoirs publics sont majoritaires. En 1940, 964 maisons lui appartiennent déjà et en 1996, après 75 années d'existence, le chiffre de ses constructions se monte à 4.167 logements. Des difficultés financières ont toutefois considérablement réduit le nombre de nouvelles constructions entreprises au cours de ces vingt dernières années¹¹. Simultanément, Ougrée et Jemeppe ont connu une pareille évolution¹². En 1951, le Home ougréen logeait un quart de la population établie sur le territoire de la commune d'Ougrée¹³. Cette évolution fait dire à l'actuel secrétaire communal sérésien que depuis la fusion des communes, Seraing est l'entité wallonne comptant le plus d'habitations sociales par rapport au nombre de ses habitants.

Frappée depuis plus de vingt-cinq ans par la crise économique liée d'abord à la fermeture des charbonnages et ensuite aux restructurations importantes de l'industrie sidérurgique wallonne¹⁴, la commune de Seraing connaît aujourd'hui un taux de chômage se situant entre 15 et 20 % de la population active¹⁵. Cela découle (et reflète) certainement de la physionomie même de cette entité dont la population demeure avant tout ouvrière. Le parti socialiste y reste d'ailleurs largement dominant. Mais cela a probablement des répercussions sur l'affaiblissement des structures sociales (syndicats, associations de nature diverse...) et politiques d'encadrement de cette classe ouvrière. Le même parti socialiste a connu un important repli aux élections communales de 1994¹⁶. Plus largement, le journal *Le Soir* n'a pas hésité à évoquer au lendemain de ce scrutin un tassement de la

¹¹ La Maison Sérésienne, *La Maison Sérésienne. 75 ans. Un passé garant de l'avenir*, Seraing, La Maison Sérésienne, 1996, pp. 7, 45-46 et 85.

¹² Depuis la fusion des communes du 1^{er} janvier 1977, la ville de Seraing regroupe les entités de Bonnelles, Jemeppe, Ougrée et Seraing.

¹³ Le Home Ougrée, *Le Home Ougrée SC Société Immobilière de Service Public. 75e anniversaire. 1921-1996*, Ougrée, Le Home Ougrée, 1996, p. 6.

¹⁴ Suite à la fusion de Cockerill avec Hainaut-Sambre dans les années 80, quelque 42 % des emplois de ces deux entreprises vont disparaître en l'espace de six ans. Cf. Michel CAPRON, « Cockerill-Sambre, de la fusion à la "privatisation" 1981-1989 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, Bruxelles, n° 1253-1254, 1989, p. 5.

¹⁵ Cette estimation résulte de calculs personnels basés sur les chiffres officiels du chômage à Seraing ainsi que sur le nombre de personnes âgées de 18 à 65 ans (afin d'obtenir une approximation de la population active) inscrites dans cette commune. Elle semble confirmer les données, plus anciennes, avancées par Bernard FRANCO et Didier LAPEYRONNIE dans *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, op. cit., p. 156.

¹⁶ 53,8 % des suffrages en 1994 contre 63,4 % six ans plus tôt.

gauche (socialistes, communistes et écologistes) au profit de la droite libérale et de l'extrême droite¹⁷.

De son fort développement industriel, la commune de Seraing a également conservé la trace des vagues successives de travailleurs immigrés qu'elle a accueillis. Si l'on y dénombre quelque 18 % d'étrangers, ceux-ci sont très majoritairement ressortissants de l'Union européenne (85,5 % d'entre eux). Installés depuis plusieurs décennies, les Italiens forment la plus grosse communauté immigrée de cette cité. On y recense peu de Turcs, de Marocains et d'Africains¹⁸.

¹⁷ « La géopolitique liégeoise se colore : taches brunes et points verts », *Le Soir*, 10 octobre 1994, p. 5.

¹⁸ Respectivement 0,9 %; 0,5 % et 0,2 % de la population sérésienne totale. Chiffres basés sur des calculs personnels effectués à partir des données de l'Institut national de statistique (INS) au 1er janvier 1997 et des documents fournis par l'administration communale de Seraing (au 2 février 1999). Par "Africains", il faut entendre les ressortissants des pays d'Afrique sub-saharienne.

3. METHODE

La présente recherche, menée sur une période d'un mois¹⁹, repose sur la réalisation et l'analyse de quinze entretiens qualitatifs semi-directifs. En l'absence de données quantitatives fiables en matière de sociologie électorale²⁰, il nous a paru intéressant et réaliste d'adopter la méthode qualitative pour établir une première approche du phénomène à étudier. Nous avons cependant opté pour la forme de l'entretien semi-directif qui, contrairement à l'entretien libre, permet au chercheur de laisser la parole aux personnes interviewées, tout en les amenant à s'exprimer sur les sujets souhaités²¹. Cela permet ensuite une confrontation plus aisée entre les données ainsi collectées et le cadre de référence dont on cherche à vérifier ou à infirmer les principales hypothèses.

Les sujets abordés au cours de chaque entretien étaient de différents ordres. Les électeurs interviewés ont ainsi été amenés à s'exprimer sur les raisons générales de leur vote, sur leur vision de l'avenir, sur leur rapport à la politique, à l'immigration, à la nation, à l'insécurité, à l'économie et la situation économique, à la société, ainsi qu'à leur quartier.

Parmi les personnes rencontrées, on dénombre 8 hommes et 7 femmes ; 1 électeur sans diplôme, 7 diplômés de l'enseignement primaire, 2 de l'enseignement secondaire inférieur (l'un professionnel, l'autre général), 4 de l'enseignement secondaire supérieur (dont 1 du professionnel) et 1 de l'enseignement supérieur non universitaire. Une personne était âgée, au moment de l'interview, de moins de 25 ans, 3 étaient issues de la tranche d'âge comprise entre 25 et 34 ans, 7 de la catégorie 35-44 ans et 4 de la classe 45-50 ans. Il n'a donc pas été possible de rencontrer des électeurs de plus de 50 ans, pas plus que de "nouveaux électeurs". En revanche, on peut estimer que la commune étudiée a été relativement bien couverte du point de vue géographique.

En ce qui concerne l'origine socio-professionnelle des électeurs interrogés, l'échantillon est composé d'un ouvrier de la sidérurgie, d'un maçon, d'une cuisinière de restaurant, d'une

¹⁹ Du 3 février au 5 mars 1999.

²⁰ En Belgique francophone en général, mais encore plus en ce qui concerne le cas particulier de l'électorat des partis d'extrême droite. Ceci est dû à différents facteurs tels que l'absence de grands instituts de sondage, la faible représentativité dans un échantillon statistique ou encore la difficulté d'avouer un vote d'extrême droite. Pour un développement plus ample de ces éléments, voir Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », *op. cit.*, pp. 167-168.

²¹ Cf. Rodolphe GHIGLIONE, Benjamin MATALON, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1978, p. 79.

femme d'ouvrage, de deux invalides et de neuf chômeurs. Parmi ces onze personnes inactives, on trouve quatre (anciens) ouvriers de la sidérurgie, une infirmière, une employée, une aide-soignante, une aide-cuisinière, un maçon, un ouvrier en carrosserie et un ouvrier communal. Il ne nous a donc pas été possible de rencontrer des électeurs de partis d'extrême droite issus des classes moyennes ou aisées de la société.

Notons enfin qu'une des électrices interviewées déclarait au moment de la rencontre *vouloir* voter pour le Front national (ce qu'elle nous a confirmé avoir effectivement fait quatre mois plus tard) et qu'une autre a longtemps hésité à le faire, avant toutefois de s'en abstenir peu avant l'élection. Leur discours et leur vision des choses étant cependant fort proches de ceux des autres électeurs interrogés, elles ont été incluses dans l'échantillon analysé²².

La composition du panel étudié a été influencée principalement par deux facteurs. Le premier tient à la recherche même des électeurs. Un certain nombre de personnes rencontrées dans des bureaux de chômage ont en effet accepté de répondre à nos questions, alors que les électeurs rencontrés par une démarche de porte-à-porte se sont montrés nettement plus réticents à notre égard. Le second élément d'explication a davantage trait à la physionomie de la commune de Seraing, décrite ci-dessus. L'échantillon examiné, s'il n'est pas représentatif de l'électorat des partis d'extrême droite belges francophones²³, est en revanche caractéristique du type de population que l'on peut rencontrer dans une agglomération d'ancienne industrialisation touchée de plein fouet par la crise économique²⁴. Il est important de garder ces informations à l'esprit pour aborder l'analyse de ces entretiens.

Dans les lignes qui suivent, nous avons pris le parti de citer à plusieurs reprises des extraits des interviews réalisées. Ceux-ci sont rapportés sous leur forme brute, non retouchée. Il nous a en effet paru indispensable de reproduire ces propos avec tous les éléments et avec toute la force qu'ils contiennent. Cela permet dans certains cas de restituer l'émotion, le non-dit et les nuances des paroles exprimées là où le discours indirect n'aurait pu reproduire ces différents aspects.

²² A chaque fois qu'un extrait d'interview sera cité, il sera précisé en note les caractéristiques socio-démographiques de l'électeur ayant émis les propos rapportés. Il en ira bien évidemment de même lorsqu'il s'agira de l'une de ces deux électrices.

²³ On estime par exemple que la proportion de chômeurs au sein de celui-ci est de 28 %. Cf. André-Paul FROGNIER, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », *op. cit.*, p. 118.

²⁴ On trouvera des précisions supplémentaires sur les caractéristiques de la population sérésienne dans l'ouvrage déjà mentionné de Bernard Franq et Didier Lapeyronnie.

4. SITUATION DES ELECTEURS INTERVIEWES

Comme il en a déjà été fait mention, toutes les personnes rencontrées sont issues d'un milieu populaire. Beaucoup d'entre elles sont sans emploi. Quand on examine les quinze interviews réalisées, on se rend rapidement compte que tous ces électeurs sont ou ont été confrontés, à différents niveaux, à une situation économique difficile. Neuf d'entre eux vivent avec moins de 35.000 francs belges par mois (en ayant parfois jusqu'à quatre personnes à charge). Onze sont au chômage ou déclarés invalides. Un douzième, au travail au moment de l'interview, a connu une période de chômage importante. Parmi les trois personnes restantes, deux voient un de leurs proches dépendre d'une allocation sociale, avec l'inquiétude que cela suscite pour elles-mêmes. La dernière personne interrogée est un ouvrier de Cockerill, inquiet par rapport à l'évolution de la situation économique de son entreprise et de celle du pays (les deux étant d'ailleurs probablement liés à ses yeux).

Si plusieurs de ces électeurs ressentent une certaine crainte à l'égard de leur propre situation économique ou de celle d'un de leurs proches (frère, enfant, etc.), d'autres sont directement confrontés à des conditions de vie difficiles, endurées au quotidien. Ce sont les difficultés liées à la précarité et/ou au chômage : difficultés de trouver un emploi ou difficultés financières endurées jour après jour. Mais ce sont aussi les difficultés psychologiques qui en découlent :

« j'en ai marre de ne rien foutre. Y a des moments où tu te flinguerais »²⁵.

« En tant que chômeur, je ne peux pas travailler. Et moi qui étais un manuel, qui aime le manuel, je ne peux bricoler que le samedi et le dimanche, et encore, une partie du samedi, le soir. Parce que sinon, je suis un hors-la-loi [...]. Mais je souffre de ne plus pouvoir vivre la spontanéité de pouvoir aller aider un de mes amis. Vous vous rendez compte à quel point on peut souffrir en tant que chômeur ? De devoir dire à quelqu'un : « écoute, je ne peux pas te rendre service à cause du chômage ». On ne peut même plus vivre avec spontanéité. Alors je tourne en rond »²⁶.

²⁵ Homme, 37 ans, carrossier au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, un seul vote Agir.

²⁶ Homme, 45 ans, ouvrier de la sidérurgie au chômage, diplômé de l'enseignement professionnel secondaire inférieur, électeur fidèle du Front national.

La place importante que tient la situation économique dans l'existence de ces personnes est également visible à deux autres niveaux. En premier lieu au poids que ces gens accordent au problème du chômage. Ensuite au pessimisme dont ils font preuve à l'égard de l'avenir. Tous, sans exception, pensent que leur avenir ne sera pas meilleur que leur présent.

Toutes ces personnes ont donc en commun d'être "unies" par la précarité de leur condition économique, qu'il s'agisse de difficultés réelles ou craintes. Ceci exerce bien entendu une influence certaine sur leur façon d'envisager la société en général et leur environnement immédiat en particulier²⁷.

5. ANALYSE DU COMPORTEMENT POLITIQUE DES PERSONNES RENCONTREES

La plupart des personnes interrogées lors de cette enquête ont voté pour une ou plusieurs autres formations politiques avant de se tourner vers un parti d'extrême droite. On peut dès lors se demander pour quelle(s) raison(s) elles ont décidé, à un moment de leur "parcours", de délaisser cette forme d'expression électorale originelle.

Il est rarement possible de déceler chez ces personnes un fait précis qui ait pu les conduire à modifier leur comportement électoral. Seules deux personnes sur les quinze interrogées avancent un événement particulier pour expliquer leur vote en faveur d'un parti d'extrême droite. Dans la plupart des cas observés, c'est une conjonction de facteurs, accumulés au fur et à mesure, qui a amené les personnes rencontrées à s'écarter de leur ancien attachement partisan. Ce processus se développe sur un terrain qui a été lentement préparé. Ainsi, la majorité des électeurs interrogés déclarent ne pas porter beaucoup d'intérêt à la politique. Neuf d'entre eux déclarent d'ailleurs qu'ils cesseraient d'aller voter si cela n'était plus obligatoire. Enfin, l'attitude de ces personnes à l'égard de la politique en général est également révélatrice de ce malaise : quand on aborde ce sujet avec elles, quasiment toutes expriment leur déception et le sentiment que "rien ne change" ; certaines parlent également de méfiance, voire de dégoût à l'endroit des mandataires politiques et de leurs partis.

On peut penser que ce désintérêt pour la chose publique, observable aux différents détails relevés ci-dessus, facilite la prise

²⁷ Difficultés sociales et pessimisme à l'égard de l'avenir renforcent d'ailleurs bien souvent le ressentiment à l'égard du monde politique, comme l'a confirmé sur une grande échelle l'étude éditée par Hans-Dieter KLINGEMANN et Dieter FUCHS, *Citizens and the state*, Oxford, Oxford University Press, 1995, 474 pp.

de distance par rapport à ses habitudes électorales. Une fois que le terrain a ainsi été "préparé", deux cas de figure deviennent possibles dans le cadre d'une réorientation du choix électoral. Soit la personne n'est plus liée de manière aussi étroite qu'avant au parti auquel elle était généralement fidèle et un événement ponctuel vient provoquer la "rupture" avec ce parti. Soit la personne choisit de voter par rapport à un enjeu et la perte de ses liens traditionnels au parti précédent (à supposer que de tels liens aient existé) favorise cette rupture. Dans le cas des électeurs rencontrés, ces enjeux sont le plus souvent le chômage et/ou l'immigration. Cette seconde catégorie d'électeurs illustre clairement le concept d'"issue voting".

Si ceci permet d'expliquer pourquoi les personnes interviewées ont abandonné (temporairement ou définitivement) leur comportement électoral habituel, il reste à montrer pourquoi elles se sont reportées sur le vote en faveur d'un parti d'extrême droite. A travers les enquêtes réalisées, il apparaît que ce processus résulte d'un double mouvement, parallèle et complémentaire.

En premier lieu, on peut observer que les partis traditionnels (socialiste, chrétien ou libéral), en ce compris celui auquel les électeurs rencontrés étaient initialement fidèles, n'attirent pas (ou plus) les personnes interrogées. La plupart de ces personnes affirment que ces différentes formations se ressemblent. On peut d'ailleurs noter une certaine confusion dans leur chef à l'égard de ces partis :

« pour quel parti votiez-vous avant de voter pour Agir ? »
« Socialistes. Parti socialiste... chrétien. PSC »²⁸.

Ensuite, si les électeurs interrogés aimeraient ne pas être obligés de se rendre aux urnes, ils refusent néanmoins de voter "blanc". Se désintéressant des partis traditionnels, ils sont dès lors tentés de se tourner vers un parti "hors-système", voire "anti-système"²⁹. Cependant, Ecolo³⁰ ne trouve guère grâce aux yeux de ces personnes. Celles-ci lui reprochent d'une part d'être responsable des taxes prises en faveur de la protection de l'environnement³¹ et d'autre part de prôner une politique trop

²⁸ Homme, 35 ans, ouvrier communal aujourd'hui invalide, diplômé de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

²⁹ Sur les différents aspects que recouvrent ces termes, cf. Giovanni SARTORI, *Parties and party systems. A framework for analysis. Volume I*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, pp. 132-134.

³⁰ Rappelons que cette enquête a été réalisée avant la première participation gouvernementale verte, c'est pourquoi ce parti n'a pas été classé avec les partis traditionnels.

³¹ Peu de temps avant la réalisation de notre étude, le collège échevinal de la ville de Seraing, uniquement composé d'élus socialistes, a pris la décision d'imposer aux habitants de la commune un système de sacs poubelles

tolérante à l'égard des étrangers arrivant en Belgique. C'est également parce qu'elles sont jugées trop favorables aux immigrés que les formations d'extrême gauche sont rejetées (quand leur existence n'est pas tout simplement ignorée). Enfin, les nouveaux partis politiques (Vivant, PNPb) sont accueillis avec scepticisme, voire méfiance par ces électeurs :

« si c'est pour faire la même chose ! Ca dépend d'eux »³².

6. LES CAUSES DU CHOIX DE L'EXTRÊME DROITE

Ce vote en faveur de partis d'extrême droite résulte donc en premier lieu d'un rejet de tous les autres types de formation politique de la part des électeurs rencontrés. C'est ce que l'on pourrait appeler l'aspect "négatif" de ce vote. A côté de celui-ci existe une volonté "positive" de se tourner vers des partis d'extrême droite. Ce second élément est essentiellement lié, pour les personnes rencontrées, à la "question" dite de "l'immigration".

Les étrangers et la perception qu'en ont les électeurs interviewés semblent tenir une place importante dans le choix électoral de ces derniers en faveur de l'extrême droite. La présence (généralement jugée massive) d'étrangers dans notre pays est considérée comme un problème par toutes ces personnes. Ceci rapproche la situation observée du cas français où la plupart des électeurs du Front national placent l'immigration en tête de leurs motivations électorales³³. Ce constat semble également vérifier la tendance relevée dans l'ensemble de la Belgique francophone³⁴.

A cet égard, deux catégories d'électeurs semblent se distinguer. La première recouvre ceux qui semblent faire une fixation sur la question de l'immigration. Généralement, ils expliquent eux-mêmes leur vote en faveur de l'extrême droite en mettant en avant cette question-là. « *Pourquoi avez-vous décidé de voter pour le Front national/Agir ?* » :

payants. Plusieurs des personnes que nous avons interrogées pensent pourtant que c'est le parti écologiste qui est à la base de cette décision et lui en tiennent rigueur.

³² Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

³³ Cf. Pascal PERRINEAU, *Le symptôme Le Pen*, op. cit., p. 178. Dans certains sondages, cette motivation devance même celle du chômage et ne se contente pas d'arriver à ex æquo avec celle-ci.

³⁴ Cf. André-Paul FROGNIER, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », op. cit., p. 125 et Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », op. cit., p. 177.

« c'est surtout les étrangers. Y a trop d'étrangers et disons que c'est un peu le seul parti qui les combat »³⁵.

« Parce que dans la conjoncture actuelle, je deviens de plus en plus raciste. Et j'ai envie que ça change »³⁶.

La seconde catégorie rassemble les personnes qui accordent une moindre importance à la question de l'immigration dans l'explication de leur vote, mais qui se sentent néanmoins concernées par cette "problématique" :

« je trouvais que le socialiste prenait un petit peu trop la tête et qu'il était temps que quelque part, on les fasse redescendre, qu'on leur fasse peur, bien peur ». Et plus loin : « nous avons plus d'étrangers que de Belges. C'est la porte ouverte. C'est l'endroit où l'on rentre »³⁷.

On pourrait s'attendre à ce que ces électeurs qui envisagent l'immigration en termes de "problème" cherchent à maintenir les étrangers présents en Belgique dans un statut inférieur au leur en leur refusant l'accès aux droits civils et politiques (y compris le droit de vote) dont bénéficient les nationaux. Les résultats de l'enquête menée en Wallonie en 1991 tendraient d'ailleurs à accréditer cette idée³⁸.

Au vu des réponses récoltées, il est toutefois possible de formuler une hypothèse quelque peu différente. On vient de voir que deux groupes se distinguent quant à la position par rapport à la question de l'immigration. Celle-ci est la principale préoccupation des personnes du premier groupe. Celles du second ne font pas de ce thème l'élément moteur de leur vote en faveur d'un parti d'extrême droite, mais dénoncent cependant elles aussi la présence d'immigrés dans leur environnement. La centralité ou non de la question de l'immigration semble avoir une influence sur l'attitude même que ces gens adoptent à l'égard des étrangers. Si l'on considère la question des droits à accorder aux immigrés qui vivent en Belgique et celle du droit de vote de ceux-ci aux élections communales, on remarque que les personnes qui centrent leur discours sur l'immigration refusent dans la plupart des cas d'accorder aux étrangers des droits identiques à ceux dont les Belges disposent, y compris en matière de droit de vote. En revanche, presque tous les électeurs pour lesquels cet enjeu tient

³⁵ Homme, 50 ans, ouvrier non-qualifié à Cockerill, diplômé de l'enseignement primaire, a voté deux fois pour Agir.

³⁶ Femme, 41 ans, cuisinière, diplômée de l'enseignement général secondaire supérieur, a voté Agir au moins une fois.

³⁷ Femme, 47 ans, infirmière aujourd'hui invalide, diplômée de l'enseignement supérieur non universitaire, un seul vote Agir.

³⁸ Cf. Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », *op. cit.*, p. 177.

une place moins centrale se prononcent en faveur de l'égalité de traitement entre Belges et immigrés. Au total, deux tiers des personnes interviewées répondent à ces questions de la manière que l'on pouvait prévoir si l'on suit l'hypothèse posée dans ce paragraphe. De plus, l'attitude de chacun des électeurs du tiers restant est également prévisible, par rapport à l'hypothèse de départ, sur une des deux questions (droits égaux ou non et droit de vote aux élections communales). Au total, ce sont donc 24 des 30 réponses³⁹ qui auraient ainsi pu être prévues, soit cinq sixièmes. On peut donc penser que les électeurs de partis d'extrême droite qui attachent beaucoup d'importance à la question de l'immigration s'opposent à l'attribution aux étrangers des droits dont jouissent les nationaux, tandis que ceux pour lesquels ce thème occupe une place moins centrale se prononcent en faveur de l'égalité des droits. Mais tous souhaitent un arrêt de l'immigration. Pour être définitivement admise, cette hypothèse demanderait toutefois d'être vérifiée sur un échantillon plus vaste.

En revanche, il est beaucoup plus difficile de prévoir, à partir de la position qu'adoptent les personnes interrogées vis-à-vis des étrangers, la "solution" qu'elles prônent à leur égard. Ainsi, sept personnes, dont cinq font pourtant de la question de l'immigration un enjeu prépondérant, estiment que les étrangers qui vivent en Belgique ne devraient pas être expulsés mais pourraient au contraire y rester, à condition de s'intégrer. Il est intéressant de remarquer que la plupart des gens nuancent leur réponse sur ce point. Certains étrangers pourraient rester en Belgique à condition de s'y intégrer, tandis que d'autres n'en recevraient pas la possibilité ou n'en seraient pas capables. Notons que cette différence d'appréciation n'est pas nécessairement liée à l'origine "ethnique" des immigrés.

C'est donc ce thème de l'immigration, en plus du rejet des autres formations politiques, qui semble pousser ces personnes à se tourner vers des partis d'extrême droite. Ce constat n'explique cependant pas pourquoi ces gens se sentent à ce point concernés par cet enjeu. Aussi nous paraît-il nécessaire d'apporter une réponse à cette interrogation.

7. LES FONDEMENTS DU DISCOURS SUR L'IMMIGRATION

Avant de se pencher sur cette question, il est important de se demander si les électeurs rencontrés ont tous une même

³⁹ Deux questions pour chacune des quinze personnes interrogées, soit 30 réponses.

conception des "étrangers". Il semble en réalité que ce terme recouvre une acception assez variable d'une personne à l'autre. Si certaines n'hésitent pas à dénoncer la présence de tous les étrangers, la plupart sont plus nuancées :

« sauf les Italiens, je vais dire quand il est venu ici en Belgique, quand il a travaillé à la mine. Là, il faut rester ». « *Et leurs enfants qui sont nés ici ?* » « Ah, ben ils resteraient ici alors. Mais les autres, faut retourner »⁴⁰.

Le plus souvent, les gens interrogés considèrent comme "étrangères" deux catégories de personnes. Ils regroupent sous ce terme soit les "non-Européens", entendus dans le sens d'étrangers à l'Union européenne :

« non, non, non ! Les Italiens, les Espagnols et tout ça ce sont des Européens »⁴¹.

« Beaucoup de non-Européens, ça j'estime qu'il faut bien insister sur le terme non-Européen, [...] ne s'intègrent [pas] ». Et plus loin : « "ces gens-là", vous parlez de... » « Principalement des musulmans, même pas des musulmans, quand on voit tout ce qui se passe avec ces Roumains qui viennent et qui n'ont rien à faire dans notre pays, qui viennent épuiser le pays, ça ne va pas le relever. Je ne crois pas que ces gens-là viennent relever le pays »⁴².

Soit ils appellent ainsi les dernières "vagues" d'immigrés, avec les ambiguïtés que recouvre cette catégorie. Généralement, ces étrangers sont vus comme étant pléthoriques⁴³ :

« les Italiens, les Espagnols et tout ça, ils sont venus, ils ont travaillé, etc. Mais ceux qui viennent maintenant ils ne foutent plus rien. Que du contraire, ils cassent. Les Arabes. C'est ceux-là que je ne supporte pas, les Noirs et les Arabes. Le reste, ils peuvent rester pour moi, ça ne me dérange pas »⁴⁴.

« *Les Italiens, les Marocains... ?* » « Les Noirs. Je trouve qu'il y en a de plus en plus. Je ne sais pas... On dirait qu'il en tombe tous les jours un peu plus. Je ne suis pas raciste, hein ! Loin de là. Mais je trouve que... c'est trop. On n'est

⁴⁰ Homme, 28 ans, ouvrier de Cockerill au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, électeur fidèle d'Agir.

⁴¹ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁴² Homme, 48 ans, maçon, Bac A, électeur fidèle du Front national.

⁴³ L'immigration a pourtant été stoppée officiellement en 1974 et seulement quelque 10 % des demandes d'asile introduites chaque année en Belgique sont finalement acceptées (soit 1.205 sur 11.700 introduites en 1995).

⁴⁴ Homme, 50 ans, ouvrier non-qualifié à Cockerill, diplômé de l'enseignement primaire, a voté deux fois pour Agir.

qu'un petit pays et quand on voit tout ce qui débarque... »⁴⁵

Peut-on dès lors penser que c'est la coexistence avec des étrangers, catégorie aux contours si flous comme on vient de le voir, qui entraîne ce rejet de l'immigration ? Certains auteurs, en particulier français, se sont penchés sur cette question. Trois hypothèses principales sont mises en avant.

La première postule que c'est le contact répété avec des populations étrangères qui crée cette hostilité. M. Wieviorka explique comment des gens voient leur quartier se peupler progressivement de populations immigrées (principalement en raison des loyers modiques que l'on y rencontre). Certains peuvent se permettre de quitter ce quartier, tandis que d'autres, aux revenus plus faibles, se résignent à y vivre et développent, pertes des repères et des solidarités aidant, ce qui « ressemble fort à un racisme de "petits Blancs", qui revêt diverses formes » pouvant aller jusqu'à la mise en place d'une "mini-ségrégation"⁴⁶.

La commune de Seraing abrite 82 % de ressortissants belges, 13,5 % d'Italiens, 0,9 % de Turcs, 0,8 % de Français, 0,75 % d'Espagnols, 0,5 % de Marocains ou encore 0,2 % d'Africains⁴⁷. Ces différents groupes de population sont toutefois inégalement répartis sur son territoire. Dans le "Fond de Seraing", quartier populaire en cours de rénovation, les Belges sont nettement sous-représentés (66 % de la population totale du quartier), tandis que les différentes communautés immigrées, à l'exception des Turcs, y sont surreprésentées. L'un des électeurs d'Agir que nous avons rencontrés habite ce quartier. Il semble confirmer l'hypothèse présentée ci-dessus :

« que pensez-vous de votre quartier ? » « Affreux ! Affreux. »
Et plus loin : « pensez-vous qu'il y a beaucoup d'étrangers dans votre quartier ? » « Oui ! Oui, y a que ça ! Y a pas beaucoup des Wallons. Y a... trois Wallons, dans la rue »⁴⁸.

Ceci ne signifie nullement que tous les habitants de ce quartier votent pour un parti d'extrême droite. Ni même que tous pensent comme cette personne.

⁴⁵ Femme, 36 ans, aide-cuisinière au chômage, diplômée de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁴⁶ Michel WIEVIORKA, « Les bases du national-populisme », *Le Débat*, Paris, n° 61, septembre-octobre 1990, pp. 38-40.

⁴⁷ Ces chiffres et ceux qui suivent sont basés sur les données déjà mentionnées de l'INS (au 01/01/1997) et de l'administration communale de Seraing (au 02/02/1999).

⁴⁸ Homme, 28 ans, ouvrier de Cockerill au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, électeur fidèle d'Agir.

La seconde hypothèse, défendue notamment par P. Perrineau, P. Bréchon, R. Cayrol et S. Etchebarne⁴⁹, s'oppose à celle présentée ci-dessus. Ces auteurs pensent que les "autochtones" qui vivent au contact des immigrés apprennent à les connaître, ce qui diminue leur hostilité à l'égard de ceux-ci. Selon eux, c'est plutôt à la marge des quartiers fortement peuplés d'étrangers que le Front national enregistre ses meilleurs scores. Les Français qui habitent dans ces quartiers craignent la présence, à leur proximité, de ces communautés immigrées qu'ils ne connaissent que très mal. C'est ce que ces chercheurs nomment l'"effet de halo".

Parmi les électeurs rencontrés, plusieurs personnes ont tenu un discours qui paraît confirmer cette thèse de l'"effet de halo" :

« ici on a de la chance, ici sur le haut, d'avoir très peu d'étrangers. C'est vrai autour de nous, y en a très peu. Mais si je vais par exemple un kilomètre plus bas, là c'est l'enfer, c'est réservé pratiquement aux étrangers »⁵⁰.

Si l'on ne compte effectivement que 7 % d'étrangers dans le quartier de cet homme (dont 2 Maghrébins et aucun Turc), le Bas d'Ougrée lui-même n'abrite que 1,75 % de Maghrébins et 0,45 % de Turcs (soit respectivement 89 et 23 personnes). C'est pourtant sur l'idée de la présence massive de musulmans que cette personne se base pour parler d'"enfer".

P. Martin observe lui aussi que c'est en marge des quartiers où vivent beaucoup d'immigrés que le Front national récolte le plus de suffrages. L'explication qu'il donne de ce phénomène est cependant très différente et moins "optimiste", comme il le dit lui-même⁵¹, que celle avancée par P. Perrineau et les autres chercheurs cités ci-dessus. D'après P. Martin, les Français les plus hostiles aux étrangers s'efforcent, quand ils en ont les moyens, d'aller vivre hors des quartiers à fortes concentrations immigrées. Ces gens n'ont toutefois que des moyens limités, ce qui les empêche d'aller habiter très loin des étrangers, là où les loyers sont trop élevés pour eux. Ils côtoient donc des immigrés dans leur vie quotidienne, tout en ressentant cette relation comme

⁴⁹ Cf. respectivement Pascal PERRINEAU, entre autres *Le symptôme Le Pen*, op. cit., pp. 145-150, Pierre BRECHON, « L'extrême droite », *Notes et études documentaires*, Paris, n° 4966, janvier 1993, p. 44, Roland CAYROL, « Les indicateurs du racisme et de la xénophobie », in Elisabeth DUPOIRIER, Jean-Luc PARODI (dir.), *Les indicateurs socio-politiques aujourd'hui*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 317 et Serge ETCHEBARNE, « Le FN dans le Nord ou les logiques d'une implantation électorale », in Nonna MAYER, Pascal PERRINEAU (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989 (1ère éd.), pp. 291-292.

⁵⁰ Homme, 48 ans, maçon, Bac A, électeur fidèle du Front national.

⁵¹ Cf. Pierre MARTIN, « Le vote Le Pen. L'électorat du Front national », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, Paris, octobre-novembre 1996, p. 21.

subie davantage que choisie⁵². Par ailleurs, P. Martin estime que les électeurs du Front national qui habitent les quartiers où vivent beaucoup d'étrangers sont les Français qui, faute de moyens, n'ont pu quitter leur lieu de résidence. Ces gens se sentent dès lors "piégés" et expriment leur réaction par ce vote⁵³.

Certaines des personnes interviewées confirment l'hypothèse mise en avant par P. Martin. Elles affirment explicitement choisir leur cadre de vie en fonction de la présence (ou plutôt de l'absence) d'étrangers, en faisant même des sacrifices si besoin en est :

« pensez-vous qu'il y a trop d'étrangers dans votre quartier ? » « Y en a pas du tout ici ! C'est pour ça que j'ai un loyer très cher d'ailleurs ». Et plus loin : « et s'il y avait beaucoup d'étrangers dans le quartier, est-ce que vous auriez envie d'y habiter ? » « J'emménagerais même pas ! »⁵⁴

« Il y a des quartiers où je n'aimerais pas aller vivre. Je suis dans ce quartier, je paye 14.000 francs de loyer par mois hors de mes 35.000 de chômage, plus les charges, c'est assez conséquent ». Et plus loin : « dans quelles circonstances est-ce que vous rencontrez les étrangers ? Ou est-ce que vous les évitez ? » « Oui, je les évite, je n'en rencontre pas beaucoup. Quand je vais à Liège, si j'ai l'occasion d'y aller. C'est flagrant quelque part. Quand je traverse Liège. Je vais marcher, un quartier par là, un par là. Et je vois des quartiers dégradés. Et les gens qui sont dans la rue ne sont pas Blancs de peau, c'est à dénoter. Et parfois c'est grave, au niveau de l'amplification de la saleté »⁵⁵.

Au vu de ces interviews, il est donc difficile d'affirmer qu'une des trois hypothèses présentées ci-dessus l'emporte sur les deux autres⁵⁶. Il apparaît plutôt qu'elles correspondent chacune à des cas différents et qu'il est dès lors impossible d'expliquer uniquement par la proximité des communautés étrangères

⁵² Cf. Pierre MARTIN, *id.*, p. 23 et « Qui vote pour le Front national français ? », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Andrea REA (dir.), *op. cit.*, p. 144.

⁵³ Pierre MARTIN, « Le vote Le Pen », *op. cit.*, p. 22.

⁵⁴ Femme, 41 ans, cuisinière, diplômée de l'enseignement général secondaire supérieur, a voté Agir au moins une fois. Dans son quartier, on dénombre 96 Belges pour 2 Italiens et 1 Français.

⁵⁵ Homme, 45 ans, ouvrier de la sidérurgie au chômage, diplômé de l'enseignement secondaire professionnel inférieur, électeur fidèle du Front national.

⁵⁶ Du point de vue éthique, on peut d'ailleurs formuler quelques réserves sur l'idée de vouloir attribuer le succès des partis d'extrême droite à la présence des étrangers eux-mêmes, ce qui peut avoir pour effet, en plus de renforcer le rôle de boucs émissaires que l'extrême droite leur confère déjà, de les rendre responsables de ce succès.

l'importance que revêt l'immigration aux yeux des électeurs interrogés et, partant, leur vote en faveur de l'extrême droite. C'est d'ailleurs la thèse que défend N. Mayer dans le cas français : « le caractère intermittent de cette relation interdit de faire des immigrés le facteur générateur du vote lepéniste et oblige à une autre interprétation »⁵⁷.

L'impact de la situation socio-économique

Dans la plupart des interviews réalisées revient la même idée, constante : "on en fait plus pour eux que pour nous". Certaines personnes l'expriment d'ailleurs en ces termes. Ce "eux" est la façon dont les personnes rencontrées désignent les immigrés qui vivent en Belgique. Pour certains, les étrangers prennent le travail qu'eux-mêmes n'arrivent pas à obtenir :

« eux, ils viennent ici, ils prennent notre travail et nous on est là qu'on n'a rien. Parce que les trois quarts du temps, maintenant, les patrons engagent les étrangers parce qu'ils ont moins de taxes et tout ça »⁵⁸.

Pour d'autres, ce sont les allocations sociales qui sont ainsi "gaspillées" :

« ils ont plus vite des appartements, des logements sociaux »⁵⁹.

« A Kinkempois, quand le CPAS paye, si vous voyez un blanc, ah !, c'est extrêmement rare. Ce sont presque tous bougnouls. Essayez un peu d'avoir ça chez eux »⁶⁰.

D'autres encore dénoncent ces deux aspects : quand "ils" ne prennent pas "notre" travail, "ils" abusent de "notre" système social :

« je trouve qu'il n'y a déjà pas assez de travail pour les Belges et on en fait encore venir ». Et plus loin : « mais s'ils

⁵⁷ Nonna MAYER, « Vote Front national et malaise urbain », *Res publica*, Louvain, vol. 37, n° 2, 1995, pp. 191-192. Cf. également Nonna MAYER, « De Passy à Barbès : deux visages du vote Le Pen à Paris », *Revue française de science politique*, Paris, vol. 37, n° 6, décembre 1987, pp. 904-905.

⁵⁸ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

⁵⁹ Femme, 24 ans, employée au chômage, diplômée de l'enseignement général secondaire supérieur, a failli voter une fois pour le Front national.

⁶⁰ Femme, 43 ans, ouvrière de la Fabrique nationale d'armes au chômage, diplômée de l'enseignement général secondaire inférieur, a voté une fois pour Agir, puis électricienne fidèle du Front national.

n'ont pas de travail, que c'est pour tomber sur le CPAS ou le chômage, ça ne sert à rien de les laisser... Ils peuvent trouver du travail chez eux. Et s'ils n'en trouvent pas, ben... je ne sais pas s'il y a le chômage chez les Noirs mais... »⁶¹

La situation socio-économique de la société en général, et des personnes rencontrées en particulier, semble donc attiser ce discours du bouc émissaire. Cependant, ceci ne constitue qu'un des facteurs entraînant le rejet des étrangers car si le phénomène même de la désignation d'un bouc émissaire peut paraître "habituel" (en particulier en période de crise et d'érosion du bien-être), il est toutefois nécessaire d'expliquer pourquoi il se focalise sur cette catégorie de la population que sont les immigrés.

La stigmatisation de l'immigration

Il est permis de penser que c'est le discours xénophobe que distillent les partis et groupuscules d'extrême droite, que relayent les rumeurs et que semblent parfois accréditer les médias, qui oriente la détresse des personnes rencontrées vers les populations immigrées. Cette influence du discours xénophobe⁶² se ressent de diverses manières dans les interviews réalisées.

Parmi les personnes rencontrées, nombreuses sont celles qui font leurs, de manière inconsciente, les préjugés et stéréotypes répandus par l'extrême droite :

« ceux qui viennent maintenant avec des 7-8 gosses et tout ça. Ils viennent ici et ils ont des 80-90.000 francs d'allocations familiales pour leurs enfants et tout ça. Et puis eux ils ont des colis par-ci, et des aides par-là »⁶³.

⁶¹ Femme, 36 ans, aide-cuisinière au chômage, diplômée de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁶² Le discours, parfois xénophobe, sur l'immigration qu'ont tenu certains partis "démocratiques" a également joué un rôle dans l'implantation de cette question comme enjeu électoral. Cf. Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, « Les partis politiques et la montée de l'extrême droite en communauté française de Belgique », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Andrea REA (dir.), *op. cit.*, pp. 230-236. Voir également, pour la France, l'article de Bruno VILLALBA, « L'esquive. La gauche et la droite face au Front national », in *idem*, pp. 210-212. Pour la Flandre, voir Bart MADDENS, Stefaan FIERS, « Les partis flamands face au poids du Vlaams Blok », in *idem*, pp. 250-252 et, pour une intéressante comparaison entre les années trente et les années quatre-vingts, Marc SWYNGEDOUW, « La construction du "péril immigré" en Flandre : 1930-1980 », in Andrea REA (dir.), *Immigration et racisme en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1998, pp. 114-115 et 123-125.

⁶³ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

« Le système démographique n'est pas du tout la même chose que le Belge. La démographie, c'est : le Belge va peut-être faire en moyenne 2-3 enfants. Alors que ces gens-là en font 6-7. [...] Donc le danger, c'est pas maintenant. Le danger, c'est dans la génération qui va arriver et qui va de nouveau se multiplier, se multiplier »⁶⁴.

« Et ça afflue, et ça passe les frontières. On ne saurait plus arrêter ça »⁶⁵.

Par ailleurs, les "solutions" de l'extrême droite présentent l'"avantage" de leur simplisme ; elles se retiennent facilement et paraissent évidentes pour beaucoup :

« je crois que c'est Agir qui avait fait ce système-là de mettre tous les étrangers dans leur pays, ceux qui viennent maintenant. D'un côté c'est vrai parce que eux, ils viennent ici, ils prennent notre travail et nous on est là qu'on n'a rien »⁶⁶.

« Ecoutez, y a plus d'un million d'étrangers ici en Belgique. Sur un million, s'il y a par exemple 300.000 ou 200.000 travailleurs. Bon, si maintenant ils sont chez eux, y a 200.000 emplois. S'il y a 300.000 ou 400.000 chômeurs en Belgique, y en a plus que 200.000. Il en a recasé 200.000. C'est logique. Mais au moins c'est des Belges qui travailleraient »⁶⁷.

Chez certains, il est toutefois manifeste que ce type de discours n'est pas spontané. La conséquence en est qu'il est parfois mal ancré :

« y a trop d'étrangers ici en Belgique. Y a pas de travail ici en Belgique pour les Belges. C'est ça que je veux voter pour Agir ». Mais plus loin : « on ne trouve pas de travail ». « Pourquoi à votre avis ? » « Ca, je ne sais même pas ».

⁶⁴ Homme, 48 ans, maçon, Bac A, électeur fidèle du Front national.

⁶⁵ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois. Ce souhait, que l'on rencontre chez plusieurs des personnes interrogées, de cesser l'"accueil" d'étrangers n'est pas neuf. Dans les années trente, par exemple, ce sont les immigrants juifs qui étaient visés par cette demande : « en ces temps où la situation économique était particulièrement désastreuse, des voix s'élevaient régulièrement pour demander que le pays cesse d'accueillir les réfugiés. Seuls étaient visés, dans ce cadre, les réfugiés juifs ». Marc SWYNGEDOUW, « La construction... », *op. cit.*, p. 115.

⁶⁶ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électrice fidèle d'Agir.

⁶⁷ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

Intervention de son épouse : « *si tu le sais* ». « Si, les étrangers »⁶⁸. « *Voilà* ».

Au niveau du langage et du vocabulaire utilisés, il est dans certains cas évident que les électeurs rencontrés utilisent des termes empruntés au débat public -en particulier au discours des partis d'extrême droite- et qui ne sont habituellement pas les leurs :

« on va être envahis... comment est-ce qu'on dit ? »
« *Envahis* ». « *Envahis, oui, si on continue* »⁶⁹.

Cela semble donc attester que l'extrême droite parvient petit à petit à imposer ses cadres conceptuels et sa façon de penser le monde⁷⁰ :

« c'est surtout les étrangers. Y a trop d'étrangers ». Et plus loin : « *pour vous, c'est quoi le programme d'Agir ?* »
« L'immigration, je ne vois que ça. [...] Y en a de trop, hein »⁷¹.

La force de ce discours est aussi de faire "apparaître" aux yeux des gens des "problèmes" qui, sans cette intervention extérieure, ne seraient même pas perçus par eux :

« nous avons plus d'étrangers que de Belges. C'est la porte ouverte ». Et plus loin : « *au moment où vous votez, est-ce que vous pensez à une question comme les étrangers ?* »
« Non, je ne suis pas comme ça »⁷².

« Je ne pensais pas à ça avant, mais maintenant je le pense ». « *Pourquoi ?* » « Parce qu'il y en a de trop. Y en a beaucoup trop. Pour moi c'est nouveau, parce qu'avant je ne faisais pas attention »⁷³.

⁶⁸ Homme, 28 ans, ouvrier de Cockerill au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, électeur fidèle d'Agir.

⁶⁹ Femme, 28 ans, femme d'ouvrage, sans diplôme, a voté Front national pour la première fois en juin 1999.

⁷⁰ A. Rea semble d'ailleurs partager cette idée : « les leaders des partis d'extrême droite connaissent les vertus des mots. Malgré les dénonciations et les condamnations, ils savent qu'en définissant les termes du débat politique, ils imposent leur lexique et obligent à des contre-positionnements qui confortent un espace de communication dans lequel ils occupent un pôle. C'est l'inscription de leurs discours dans un échange communicationnel qui légitime au moins la nécessité démocratique de les écouter ». Andrea REA, « Le racisme européen ou la fabrication du "sous-blanc" », in Andrea REA (dir.), *op. cit.*, p. 181.

⁷¹ Homme, 50 ans, ouvrier non-qualifié à Cockerill, diplômé de l'enseignement primaire, a voté deux fois pour Agir.

⁷² Femme, 47 ans, infirmière aujourd'hui invalide, diplômée de l'enseignement supérieur non universitaire, un seul vote Agir.

⁷³ Femme, 28 ans, femme d'ouvrage, sans diplôme, a voté Front national pour la première fois en juin 1999.

Chez certaines personnes interviewées, l'influence directe de l'extrême droite elle-même dans ce rejet des étrangers est explicite :

« à cette époque-là, [...] ici c'était Agir. Avec un dessin avec un tapis et des immigrés et "chez toi" »⁷⁴.

Dans certains cas, l'entourage joue lui aussi un rôle important dans cette hostilité à l'égard des immigrés. On a déjà pu observer plus haut le cas d'une dame par rapport à son mari. D'autres exemples sont manifestes :

« au travail, on en discute parfois. Mais toujours dans les mêmes normes, dans les normes que j'ai dit. Ca ne va jamais sur le programme. C'est toujours l'immigration. C'est uniquement basé là-dessus »⁷⁵.

« Que faites-vous lorsque vous avez un jour de libre ? » « On va chez une amie et un ami, entre parenthèses qu'ils sont racistes aussi »⁷⁶.

« Connaissez-vous d'autres personnes qui votent pour Agir ? » « Oui, j'ai ma sœur, mon beau-frère, je crois que mon autre sœur aussi, ma nièce, mon neveu, quelques-uns quand même. Mais on n'en parle pas vraiment. Sauf au moment des élections »⁷⁷.

Enfin, les médias (français dans certains cas) permettent parfois à cette équation "étranger = bouc émissaire" de rester vivace :

« vous en parlez souvent ? » « Ca dépend la presse. Si y en a un qui prend la presse et qui voit « *nom di dju, y a encore un Arabe qui a...* » et voilà, ça commence »⁷⁸.

« Le Front national, je l'ai connu grâce à Jean-Marie Le Pen. C'est un type que j'aime bien ! Je ne sais pas pourquoi. Lui aussi il est parfois extrémiste, mais j'ai déjà assisté à des réunions où le journaliste ne savait plus quoi dire, tellement il en a là-dedans. Et alors comme il y avait aussi le Front national en Belgique, j'ai voté pour le Front national. Pas en pensant... Je savais bien que je ne votais

⁷⁴ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois. Cet extrait montre particulièrement bien à quel point le discours, les slogans et les caricatures utilisés par les partis d'extrême droite peuvent influencer durablement (Agir a aujourd'hui disparu depuis plusieurs années) une part importante des électeurs.

⁷⁵ Homme, 48 ans, maçon, Bac A, électeur fidèle du Front national.

⁷⁶ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁷⁷ Femme, 36 ans, aide-cuisinière au chômage, diplômée de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁷⁸ Homme, 50 ans, ouvrier non-qualifié à Cockerill, diplômé de l'enseignement primaire, deux votes Agir.

pas pour Jean-Marie Le Pen. Mais je trouve qu'il y a trop de laxisme à ce niveau-là. On les laisse trop faire. Il n'y a pas assez de contrôle. Ils ont trop facile »⁷⁹.

La force de l'extrême droite est donc d'imposer sa logique de l'étranger bouc émissaire et, par cet écran, d'empêcher les gens de réfléchir de manière autonome à la cause des problèmes qu'ils rencontrent. Comme l'énonce N. Rätzzel, « les images de l'«Autre» s'articulent [...] toujours avec les conflits sociaux, l'injustice sociale et les tensions sociales qui hantent une société donnée. Les constructions de l'«Autre» constituent les «explications» aux contradictions internes. Elles visent ainsi à construire ces dernières comme conflits entre l'externe et l'interne »⁸⁰. Ce discours dissimule non seulement la cause des problèmes des gens d'ici :

« *pourquoi avez-vous voté pour Agir ?* » « Un jour on me téléphone de l'administration comme quoi on m'avait trouvé une maison de la commune. J'arrive à la maison communale, là : *excusez-moi monsieur, mais votre maison, ben comme il y a eu un arrivage de Roumains [...] on a donné la maison aux Roumains* ». Et plus loin : « et de là, de rage, on devait voter en plus, j'ai voté pour Agir. [...] De rage, c'est les avantages qu'il a eu, lui, le Roumain ». « *De rage contre les étrangers ou contre les politiques ? Ou les deux ?* » « ... Oui, parce que quand tu réfléchis, c'est pas de sa faute. Quand tu réfléchis à la situation : il est arrivé en Belgique et on lui a donné MA maison, mais lui, il en peut rien. Donc quand tu réfléchis, c'est plus politique, c'est politique. J'avais jamais réfléchi à ça, parce que le mec, quand tu réfléchis, il en peut rien. Il est arrivé en Belgique, il demande une maison et on lui donne la maison d'un autre type. C'est politique »⁸¹.

Mais aussi de ceux des gens d'ailleurs :

« ça ne va pas dans ton pays, t'as la facilité, tu passes la frontière et tu es le roi. Mais non, si ça ne va pas dans ton pays, que c'est une dictature et tout ça, tu prends les armes et tu fous en l'air ta dictature. Et tu changes ton pays. Mais non ! Ils retournent casaque, et ils passent la frontière. Moi j'appelle ça des lâches. Ils viennent pour

⁷⁹ Femme, 43 ans, ouvrière de la Fabrique nationale d'armes au chômage, diplômée de l'enseignement général secondaire inférieur, a voté une fois pour Agir, puis électrice fidèle du Front national.

⁸⁰ Nora RÄTHZEL, « Rapports entre nation, minorité ethnique, égalité et autodétermination. L'exemple de l'Allemagne », in Andrea REA (dir.), *op. cit.*, p. 56.

⁸¹ Homme, 37 ans, carrossier au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, un seul vote Agir.

avoir et tout. Ils savent très bien que dans leur pays ça ne va pas, mais ils ne font rien pour non plus. Et c'est les autres pays qui doivent faire quelque chose pour eux ? Ca ne va pas, hein »⁸².

Cette citation démontre bien à quel point la xénophobie occulte les causes de problèmes qui sont plus complexes que ne le pense cet électeur.

Les prédispositions à la réception de ce discours stigmatisant

Comme on vient de le voir, le sentiment de rejet que les électeurs rencontrés nourrissent à l'égard des étrangers peut en bonne partie s'expliquer par la diffusion des thèses xénophobes dont l'extrême droite est elle-même à l'origine. Encore faut-il se demander pourquoi de tels propos s'enracinent dans l'esprit d'une frange de l'électorat. Trois éléments doivent ici être mis en évidence : situation socio-économique, disparition de l'encadrement traditionnel et dépolitisation des électeurs rencontrés.

En premier lieu, on peut relever que le discours que l'extrême droite répand trouve un terrain fertile dans la situation socio-économique fragile des personnes interrogées :

« si on montre du doigt les chômeurs et qu'on porte des atteintes et des insultes et des attaques vis-à-vis des chômeurs, on ne sait pas alors accepter d'être indulgent vis-à-vis des étrangers. Si vous n'avez pas le droit de faire quelque chose, comment voulez-vous le concéder à tous ? »⁸³

L'extrême droite leur désigne des boucs émissaires dont le départ résoudrait toutes leurs difficultés sociales et économiques et améliorerait leurs conditions d'existence.

Outre cet aspect socio-économique, l'absence ou la disparition d'encadrement politique, syndical, religieux, associatif, etc. des personnes rencontrées favorise l'acceptation de ce discours xénophobe. Trois indicateurs permettent de repérer ceci.

Il faut tout d'abord noter que de toutes les personnes interrogées, aucune ne se proclame catholique pratiquante. Une partie d'entre elles se dit catholique, l'autre non-croyante. Mais quasiment aucune ne fréquente assidûment un lieu de culte.

⁸² Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

⁸³ Homme, 45 ans, ouvrier de la sidérurgie au chômage, diplômé de l'enseignement professionnel secondaire inférieur, électeur fidèle du Front national.

Elles ne se rendent à l'église que par obligation lors des grandes occasions (enterrements, mariages, baptêmes). Or on sait l'influence que la pratique religieuse peut avoir sur la vision du monde et en particulier sur l'ouverture aux autres personnes⁸⁴. Le discours de haine de l'extrême droite ne rencontre donc pas auprès des personnes interviewées cet obstacle de la pratique religieuse.

En second lieu, aucune des personnes interrogées ne peut être considérée comme militante active d'une organisation syndicale ou politique. Pourtant, treize des quinze électeurs rencontrés sont affiliés à un syndicat -dix à la FGTB et trois à la CSC- et l'un d'eux est également adhérent du parti socialiste, tout en précisant lui-même qu'il ne peut pas être considéré comme militant de ce parti. Mais cette affiliation syndicale et/ou politique est ressentie par certains comme obligatoire et se traduit dès lors par une attitude assez passive :

« *pourquoi êtes-vous membre du PS ?* » « Par obligation. [...] Ca m'apporte... ben par exemple j'ai un fils au chômage, ben si t'as un petit appui politique, ça fait toujours du bien. Donc ça apporte des avantages »⁸⁵.

« J'étais à la CSC, la commune [son employeur] m'a demandé de changer et d'aller me mettre à la FGTB. La FGTB c'est la commune, quoi ». « *Qu'est-ce que ça vous apporte d'être membre d'un syndicat ?* » « Moi, rien. Jusqu'à présent, rien. Je paye mon timbre... Peut-être que si j'ai un problème, je fais appel à eux et que ça ira. Mais jusqu'à présent... Je ne sais même pas quel rôle ils jouent, pourquoi je paye mon timbre... Je paye mon timbre et c'est bon ». « *Pourquoi être devenue membre d'un syndicat alors ?* » « Ben... J'ai dû m'inscrire à la CSC pour avoir mon chômage, j'ai dû passer par eux »⁸⁶.

La plupart des personnes rencontrées s'accordent néanmoins à dire que les syndicats ont un rôle fondamental à jouer dans notre société. Nous y reviendrons plus loin.

Troisièmement, signalons que seules deux des personnes interrogées font partie d'une association (autre que syndicale ou politique). Et encore s'agit-il d'un club de plongée pour l'une et d'une association d'aide aux parents pour l'autre (qui ne participe pas activement aux réunions de cette ASBL). On ne

⁸⁴ Cf. Jaak B. BILLIET, « Church Involvement, Ethnocentrism, and Voting for a Radical Right-Wing Party : Diverging Behavioral Outcomes of Equal Attitudinal Dispositions », *I.S.P.O. Bulletin 1994/14*, Louvain, Katholieke Universiteit Leuven département sociologie, 1994, pp. 11-12.

⁸⁵ Homme, 48 ans, maçon, Bac A, électeur fidèle du Front national.

⁸⁶ Femme, 28 ans, femme d'ouvrage, sans diplôme, a voté Front national pour la première fois en juin 1999.

peut donc pas véritablement parler d'encadrement associatif, idéologique et/ou politique de ces personnes. Ici aussi, la situation socio-économique des personnes rencontrées joue un rôle puisque certaines affirment ne pas avoir les moyens de prendre part aux activités de l'une ou l'autre association. Parce qu'elles n'en ont pas le temps, vu leur horaire de travail. Ou parce qu'elle n'en ont pas la capacité pécuniaire. D'autres encore ne le souhaitent tout simplement pas.

Ce détachement par rapport à la vie associative est renforcé par un "isolement" social manifeste. La plupart des personnes interviewées n'ont que leur famille et quelques amis (quand elles en ont) pour entourage. Ce repli (contraint ou voulu) sur soi-même et ses proches ne contribue sans doute pas à l'ouverture d'esprit, à la confrontation d'idées et donc à la tolérance. Nous avons en outre déjà évoqué l'influence que l'entourage immédiat peut exercer sur les électeurs interrogés dans la diffusion des opinions xénophobes et de la sympathie envers l'extrême droite, influence d'autant plus grande que cet entourage constitue quasiment le seul horizon social de ces électeurs.

Enfin, la dépolitisation des personnes rencontrées ou leur absence de politisation est un élément supplémentaire qui permet à l'extrême droite de diffuser facilement son discours du bouc émissaire et de l'enraciner dans les esprits. On a vu plus haut le désintérêt que les personnes interrogées manifestent à l'égard de la politique ainsi que la confusion qui règne à ce sujet dans leur esprit. Rares sont d'ailleurs celles qui se disent prêtes à s'investir davantage dans la politique. Par contre, l'existence d'une forme de conscience de classe ouvrière⁸⁷ et de la trace d'une certaine formation politique sont perceptibles chez plusieurs des personnes rencontrées :

« les patrons, maintenant, ils sont super-puissants, les patrons. [...] Les aides pour l'emploi, les réductions de charges patronales... Tout ça, c'est la Région wallonne qui paye tout ça. Et j'ai bien l'impression que c'est plus le patron qui gagne que le chômeur, que le jeune qui cherche du travail »⁸⁸.

⁸⁷ Cette forme de conscience de classe apparaît comme ce que V.I. Lénine a appelé la conscience de classe de type "trade-unioniste", en particulier celle des "secteurs intermédiaires". Ceci est développé plus longuement dans Jean FANIEL, *Le vote d'extrême droite en Belgique francophone*, op. cit. Sur la notion de conscience de classe et sur ses différentes formes, cf. Henri WEBER, *Marxisme et conscience de classe*, Paris, Union générale d'Éditions (coll. 10/18), 1975, 442 pp.

⁸⁸ Homme, 37 ans, carrossier au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, un seul vote Agir.

C'est au niveau de l'avis porté sur l'action des syndicats que cette tendance est le plus visible :

« ils défendent beaucoup les ouvriers et tout ça, je trouve ».
« Vous n'avez pas envie qu'on les supprime, par exemple ? » « Non. Si t'as le moindre problème, tu vas au syndicat et ils t'enlèvent une épine du pied. Si y aurait pas les syndicats, où est-ce qu'on doit aller, alors ? »⁸⁹

Cette conscience de classe ouvrière paraît toutefois être, à l'heure actuelle, dans une période de reflux. La situation socio-économique des personnes rencontrées et leur manque d'encadrement ouvrent dès lors la porte à « la crainte, l'angoisse, le désespoir, la peur. Cette peur animale qui vous fait oublier toute solidarité pour ne plus penser qu'à vous-même et à votre propre salut »⁹⁰. Voilà pourquoi, même bien présente, cette conscience de classe n'est plus à même de faire barrage aux préjugés racistes et au discours de l'extrême droite.

La situation socio-économique⁹¹, l'isolement social et la dépolitisation des personnes rencontrées sont, d'après nous, les trois facteurs principaux qui expliquent pourquoi certaines personnes se laissent convaincre par le discours de désignation des étrangers comme boucs émissaires. Ceci confirmerait la théorie résumée par des chercheurs de la K.U.L. : « on peut établir que les réactions négatives sont bien plus présentes chez les personnes qui se sentent traitées injustement, qui sont incertaines dans leur emploi ou qui n'appartiennent pas à la population active. La xénophobie sous sa forme extrême apparaît davantage chez les gens qui n'appartiennent pas à une association quelconque et chez les catholiques non-pratiquants⁹². [...] Sans affirmer que ceci est la seule explication - les expériences concrètes jouent aussi un rôle-, on peut établir que de fortes indications existent qui vont dans le sens de la théorie "frustration-agression-déplacement". Des personnes ayant un sentiment d'impuissance (défavorisées) cherchent les coupables dans d'autres groupes qu'elles ressentent comme

⁸⁹ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

⁹⁰ Léon SAUR, « La montée de l'extrême droite et la réponse personnaliste : contribution au débat... », *La Revue Politique*, Bruxelles, n° 5-6, septembre-décembre 1992, p. 38.

⁹¹ L'importance de ce facteur semble confirmer l'un des constats de l'enquête sur le racisme menée en 1997 en Europe : « ceux qui se déclarent "très ou assez racistes" sont insatisfaits de leurs conditions d'existence et sont inquiets pour leur futur, sans qu'il y ait de relation mécanique entre chômage et racisme ». Andrea REA, « Le racisme européen ou la fabrication du "sous-blanc" », *op. cit.*, p. 171.

⁹² On peut d'ailleurs remarquer que six des électeurs rencontrés appartiennent à cette catégorie.

inférieurs et à qui elles pourront faire porter la responsabilité de leurs échecs (ce qu'on appelle le bouc émissaire) »⁹³.

8. LES MOTIVATIONS DU VOTE EN FAVEUR DES PARTIS D'EXTRÊME DROITE

Dans le cas des personnes interrogées, le vote en faveur d'un ou plusieurs partis d'extrême droite semble donc résulter de la conjonction de deux facteurs. Le premier est le désintérêt, voire le dégoût, exprimé à l'égard du parti politique auquel les personnes rencontrées étaient auparavant attachées. Comme les autres partis en compétition n'attirent pas, pour les raisons que l'on a vues, ces électeurs, une seule possibilité de réorienter leur choix électoral s'offre encore à eux : voter pour l'extrême droite. Mais la décision d'accorder sa voix à cette tendance politique ne se fait pas uniquement par dépit. La seconde raison est que les personnes rencontrées expriment toutes, à des degrés divers, leur hostilité à l'égard des communautés immigrées, ou du moins de certaines d'entre elles. C'est le côté "positif", délibéré, de ce type d'expression électorale, dont on vient de décrire les origines profondes.

Au sein des études scientifiques consacrées au vote d'extrême droite, il est possible de distinguer schématiquement deux courants. Les auteurs qui s'inscrivent dans le premier mettent en avant trois facteurs principaux pour expliquer ce comportement électoral⁹⁴ : la situation socio-économique des électeurs, leur sentiment qu'aucune autre alternative politique n'existe ainsi que la déstructuration de la société (affaiblissement des structures traditionnelles d'encadrement et des solidarités tissées à travers celles-ci).

Face à eux, d'autres chercheurs estiment que c'est surtout en s'intéressant aux valeurs auxquelles les électeurs des partis d'extrême droite adhèrent que l'on peut comprendre les raisons de leur vote⁹⁵. Ainsi, se plaçant dans la lignée des travaux de R. Inglehart et S. Flanagan⁹⁶, P. Ignazi⁹⁷ affirme que ces électeurs

⁹³ Jaak BILLIET, Ann CARTON, Rik HUYS, *Inconnus ou malaimés ? Une enquête sociologique sur l'attitude des Belges à l'égard des immigrés*, Louvain, Département de sociologie K.U.Leuven, 1990, p. 14.

⁹⁴ Nous reprenons ici les principaux traits qui leur sont communs, mais il est évident que pour affiner leur analyse, certains ajoutent différentes précisions à ces éléments de base.

⁹⁵ Ce type d'approche a été qualifié de "culturaliste" par Pascal Perrineau dans *Le symptôme Le Pen*, *op. cit.*, p. 248. On peut toutefois penser qu'il relève davantage du domaine idéologique que du domaine proprement culturel.

⁹⁶ Cf. Ronald INGLEHART, Scott C. FLANAGAN, « Value change in industrial societies », *American Political Science Review*, Washington, vol. 81, n° 4, décembre 1987, pp. 1289-1319.

⁹⁷ Cf. Piero IGNAZI, « The silent counter-revolution », *op. cit.*, pp. 3-34.

rejetent les partis politiques classiques parce qu'ils se montrent incapables de défendre des valeurs telles que la volonté de contrôler l'immigration, la défense de l'ordre et le renforcement de la sécurité. En revanche, ils se tournent vers les formations d'extrême droite qui, elles, défendent cette conception de la société. P. Ignazi focalise dès lors son analyse sur cette transition vers des valeurs "postmatérielles" autoritaires, mais sans faire allusion à la situation sociale et économique de ces électeurs. Etudiant également l'évolution idéologique qu'a connue une partie de l'électorat, P. Martin fait de « l'hostilité aux immigrés [...] la pierre de touche du vote FN »⁹⁸ et de son explication de celui-ci.

Les différents éléments empiriques que nous avons présentés jusqu'ici donnent naissance à un schéma explicatif du vote d'extrême droite se rapprochant de l'analyse développée par M. Swyngedouw dans *L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok*⁹⁹. Faisant en quelque sorte la synthèse des deux courants présentés ci-dessus, l'auteur de cette étude explique par les conditions sociales, politiques et économiques des électeurs des partis d'extrême droite ce vote qui traduit un changement de valeurs. A l'instar de cet article, notre recherche permet de mettre en évidence les causes sociales, politiques et économiques qui amènent certains électeurs à connaître le processus de "désalignement électoral-réalignement électoral" centré sur la question de l'immigration qu'a étudié P. Martin¹⁰⁰. Elle se trouve donc également à la croisée des deux approches examinées, mais de manière quelque peu différente de celle de M. Swyngedouw puisqu'elle intègre les apports des travaux de P. Martin.

9. PARTICULARITES DU CAS ETUDIE

Si la recherche que nous avons menée confirme certains aspects du vote d'extrême droite, elle permet aussi de relever différentes spécificités propres au cas étudié. Ainsi en est-il du thème de l'identité nationale.

L'identité nationale et l'insécurité : deux non-motivations

⁹⁸ Pierre MARTIN, « Le vote Le Pen », *op. cit.*, p. 7.

⁹⁹ Marc SWYNGEDOUW, « L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, Bruxelles, n° 1362, 1992, 42 pp.

¹⁰⁰ Cf. Pierre MARTIN, « Qui vote pour le Front national français ? », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Andrea REA (dir.), *op. cit.*, pp. 133-165.

L'enquête que nous avons menée semble montrer que cette thématique ne constitue guère un enjeu important aux yeux des personnes rencontrées. Ce n'est en tout cas pas ce qui a mené un jour celles-ci à se tourner vers un parti d'extrême droite. Il est vrai, comme le note M. Alaluf¹⁰¹, que la question du nationalisme pose quelque peu problème à l'extrême droite belge francophone, en particulier au Front national. Il ne nous semble donc pas que celle-ci puisse mobiliser, dans le contexte politique et culturel francophone actuel, un grand nombre d'électeurs autour de la question communautaire, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays d'Europe ou en Flandre. Ceci confirme le constat posé par A.-P. Frogner à ce sujet¹⁰². Il faut ajouter qu'à la différence de ce qui se passe avec la question de l'immigration, l'extrême droite n'a pas, loin de là, le monopole de la représentation, dans le paysage politique francophone, en ce qui concerne le domaine communautaire.

Un autre thème sur lequel il peut être intéressant de se pencher lorsque l'on aborde le vote d'extrême droite est celui de l'insécurité. En France, cette question est, après celles de l'immigration et du chômage, celle qui préoccupe le plus les électeurs du Front national au moment où ils sont dans l'isolement¹⁰³. Notre enquête ne permet pas d'arriver à semblable conclusion en ce qui concerne les personnes interviewées. On peut certes relever que la plupart d'entre elles affirment que l'insécurité est un problème important à leurs yeux. Certaines expliquent cependant cette "importance" de l'insécurité par la détérioration de la situation socio-économique d'une large partie de la population :

« les gens ont besoin d'argent et... il n'y a plus que ça, attaquer. Pour prendre l'argent. Et c'est encore à cause de la société. Parce qu'il n'y a pas de travail. Voilà, c'est tout »¹⁰⁴.

¹⁰¹ Cf. Mateo ALALUF, « Programme social. Un populisme en quête de respectabilité », in Hugues LE PAIGE (dir.), *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, Editions Labor, 1995, p. 63 et « L'émergence du Front national en Belgique est plus redevable aux circonstances qu'à son programme », in Pascal DELWIT, Jean-Michel DE WAELE, Andrea REA (dir.), *op. cit.*, pp. 101-102.

¹⁰² André-Paul FROGNIER, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », *op. cit.*, p. 125.

¹⁰³ Cf. par exemple Pascal PERRINEAU, *Le symptôme Le Pen*, *op. cit.*, pp. 177-178.

¹⁰⁴ Homme, 37 ans, carrossier au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, un seul vote Agir.

« Y a beaucoup de vols et tout ça. Mais je vais dire aussi, il y a tout qui augmente, les salaires n'augmentent pas, je comprends quand même les gens aussi »¹⁰⁵.

Rares sont toutefois celles qui associent insécurité et immigration et voient dans celle-ci la cause de celle-là. Plusieurs vont même jusqu'à critiquer le lien proclamé par certains entre ces deux phénomènes :

« c'est tout le monde. On est aussi bien agressé par un Belge, par un Italien, par un Arabe. Pour moi c'est dû à ça, au manque d'argent et au manque d'activité »¹⁰⁶.

« De toute façon je dis, il y a des bons et des méchants que ce soit avec des Turcs, des Arabes, des Belges, des Italiens... Dans les voleurs et tout ça. Parce qu'on dit beaucoup : « *Lantin*¹⁰⁷, c'est bourré d'étrangers ». Mais y a beaucoup de voleurs, il y a des Belges aussi. C'est pas parce que c'est des Turcs qu'ils sont des voleurs »¹⁰⁸.

De plus, aucun de ces électeurs ne pense à la question de l'insécurité lorsqu'il se rend aux urnes.

Néanmoins, ceci ne signifie pas que le discours sécuritaire de l'extrême droite a complètement fait faillite auprès des personnes interviewées puisque deux d'entre elles pensent que ces partis pourraient apporter une solution à ce problème. En outre, l'une des quinze personnes rencontrées pourrait, semble-t-il, être attirée par un tel discours :

« je ne crois pas... qu'il y ait un parti qui fasse quelque chose pour ça ». « *Ca vous intéresserait qu'il y ait un parti qui fasse quelque chose contre l'insécurité ?* » « Oui, oui, pourquoi pas ? »¹⁰⁹

Contrairement à ce que l'on aurait pu croire, les personnes interrogées lors de cette enquête ne votent donc pas pour des partis d'extrême droite en raison des positions que ceux-ci défendent en matière de sécurité. Toutefois, cela ne signifie absolument pas que le discours sécuritaire de l'extrême droite ne puisse pas fonctionner auprès de certains électeurs. Il faut d'ailleurs rappeler qu'aucune des personnes qui ont accepté de

¹⁰⁵ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

¹⁰⁶ Femme, 41 ans, cuisinière, diplômée de l'enseignement général secondaire supérieur, a voté Agir au moins une fois.

¹⁰⁷ Principal établissement pénitentiaire de la région liégeoise.

¹⁰⁸ Femme, 33 ans, assistante logistique au chômage, diplômée de l'enseignement primaire et de différentes formations de promotion sociale, électricienne fidèle d'Agir.

¹⁰⁹ Femme, 36 ans, aide-cuisinière au chômage, diplômée de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

répondre à nos questions n'a plus de cinquante ans. Sans doute des personnes plus âgées se sentent-elles plus directement concernées par cette question de l'insécurité.

L'économie et les questions de société

Le dernier point que nous voudrions aborder dans cet article concerne le regard que les personnes interrogées portent sur l'économie et la société. Dans ce domaine, il n'est pas toujours facile de distinguer des tendances nettes et les personnes interviewées répondent parfois de manière opposée à des questions qui semblent pourtant proches.

Les électeurs rencontrés au cours de cette enquête ne peuvent pas être qualifiés de majoritairement "libéraux" si l'on considère leur position sur la vie économique de la société. Parmi eux, huit s'opposent à la privatisation des entreprises publiques telles que la poste, les télégraphes et téléphones ou les chemins de fer. Les sept autres se prononcent en faveur de ces privatisations, mais pas toujours sans nuances :

« pour les téléphones, j'aimerais mieux le privé. Mais je ne sais pas dire grand-chose. Parce que maintenant, l'Etat on sait ce que c'est. Si c'est un patron qui va prendre ça, est-ce que ce sera moins cher ou plus cher ? On ne sait pas le dire puisque ça n'a pas encore été fait. Si c'est moins cher, c'est bien pour nous. Mais si c'est plus cher... »¹¹⁰

En ce qui concerne l'intervention de l'Etat dans l'économie, une majorité plus nette se dégage puisque les deux tiers des personnes interrogées sont favorables à l'action publique. Ici aussi des nuances sont toutefois présentes.

Comme celles observées par rapport à la question de l'insécurité, ces positions reflètent probablement l'origine sociale - populaire- des personnes rencontrées. Souvent de manière sous-jacente, parfois expressément, ces personnes prennent le parti des ouvriers contre celui des patrons, celui du public contre celui du privé. Ceci témoigne selon nous également de l'existence d'une conscience de classe actuellement dans une phase de reflux. Sans doute le cadre particulier de Seraing joue-t-il dans ce cas-ci une influence prépondérante.

C'est à nouveau au travers de la position exprimée à l'égard des syndicats que l'opposition au libéralisme économique non contrôlé se manifeste le plus. Quatorze des quinze personnes qui forment notre échantillon reconnaissent la nécessité pour les travailleurs d'être défendus par des syndicats

¹¹⁰ Homme, 46 ans, ouvrier de la sidérurgie aujourd'hui invalide, équivalent d'un diplôme de l'enseignement primaire, a voté Agir au moins une fois.

(rappelons que treize d'entre elles sont elles-mêmes affiliées à une organisation syndicale). Si beaucoup estiment l'action de ces organisations positive, d'autres pensent qu'elles n'ont plus assez d'importance dans notre société à l'heure actuelle.

Ces constatations se différencient de celles mises en avant par P. Delwit puisque celui-ci a observé qu'à Bruxelles, les électeurs du Front national sont plutôt libéraux en matière socio-économique¹¹¹. Le cadre sérésien explique très certainement cette différence. En ce qui concerne l'opinion à l'égard des syndicats par contre, les observations présentées ici amplifient plutôt la tendance décrite dans l'étude précitée¹¹².

On peut enfin remarquer qu'au sein des personnes interviewées, une majorité se dégage en faveur de la légalisation des drogues douces d'une part et du mariage des homosexuels d'autre part. Souvent, les opinions des électeurs rencontrés à l'égard de ces deux questions sont empreintes de tolérance et de compréhension, même si des nuances se font jour :

« moi je pense, aussi bien les douces que les dures, ils devraient légaliser. Parce qu'il y aurait moins d'overdoses, il y aurait moins d'agressions, moins de vols »¹¹³.

« J'ai des copains qui sont homosexuels. Franchement, franchement. Je trouve que c'est même normal, parce que pour moi c'est un couple. Qu'ils soient homosexuels, lesbiennes, ou hétérosexuels, pft ! S'ils sont heureux comme ça, tant mieux pour eux. Ils ont droit au mariage, comme tout le monde, euh... tous les droits qu'un couple marié a. Pour moi »¹¹⁴.

« Ca ne me fait ni chaud, ni froid. Là où je ne suis pas d'accord, c'est qu'ils adoptent des enfants »¹¹⁵.

On voit donc qu'il serait erroné de présenter tous les électeurs des partis d'extrême droite comme étant partisans de plus d'ordre et de sécurité, y compris du point de vue moral.

10. CONCLUSION

Fruit d'une recherche de terrain, cet article s'est attaché à mettre en évidence les facteurs généraux et particuliers qui

¹¹¹ Cf. Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », *op. cit.*, p. 178.

¹¹² *Id.*, pp. 178-179.

¹¹³ Femme, 28 ans, femme d'ouvrage, sans diplôme, a voté Front national pour la première fois en juin 1999.

¹¹⁴ Homme, 37 ans, carrossier au chômage, diplômé de l'enseignement primaire, un seul vote Agir.

¹¹⁵ Homme, 50 ans, ouvrier non-qualifié à Cockerill, diplômé de l'enseignement primaire, deux votes Agir.

peuvent amener certains électeurs originaires d'une banlieue ouvrière wallonne d'ancienne industrie à accorder leurs suffrages à des partis d'extrême droite¹¹⁶. Il permet ainsi d'améliorer quelque peu la connaissance du soutien électoral que certaines personnes apportent à ce type de partis en Belgique francophone.

Avant d'entamer l'analyse des entretiens réalisés, nous avons dressé un panorama succinct de l'histoire politique, économique et sociale de la commune de Seraing, entité dans laquelle ont été récoltées les données empiriques ici exploitées. Nous avons rappelé à quel point le visage de cette ville (surnommée aujourd'hui encore la "cité du fer") a été forgé par son caractère ouvrier. Sa population composée de 2 % d'universitaires (contre près du double dans l'arrondissement de Liège), de 44 % d'ouvriers -dont les trois-quarts occupés dans l'industrie sidérurgique- (on en dénombre 32 % dans ce même arrondissement, dont seulement un tiers de sidérurgistes)¹¹⁷ et son conseil communal dirigé depuis 1921 par un bourgmestre socialiste lui confèrent toutes les caractéristiques d'une "banlieue rouge". Cette empreinte reste tout à fait prégnante de nos jours, même si l'on a vu que les structures d'encadrement social et politique se sont affaiblies concomitamment au déclin des industries lourdes et à l'augmentation du taux de chômage.

Dans ce contexte socio-politique, il peut paraître étonnant que l'audience électorale de l'extrême droite à Seraing se soit chiffrée -tous partis confondus- à quelque 10 % des suffrages lors des divers scrutins de 1994 et 1995. Cette étude a cependant permis de montrer les liens qui existent entre ces différentes observations. Au travers des témoignages recueillis et analysés, nous avons en effet pu montrer que la situation socio-économique des électeurs interrogés, leur dépolitisation ainsi que leur manque (voire leur absence) d'insertion dans des structures d'encadrement social et/ou politique se combinent pour augmenter la perméabilité de ces personnes aux thèses xénophobes et aux stigmatisations des étrangers propagées principalement par les partis d'extrême droite. C'est ce que nous avons nommé l'aspect "positif", délibéré, de ce comportement électoral, qui vient compléter l'aspect "négatif" de perte de confiance à l'égard des partis traditionnels et de rejet de ceux-ci ainsi que des autres formations alternatives.

Si les spécificités qui caractérisent les électeurs rencontrés -telles que la dégradation de leurs conditions de vie, leur dépolitisation ou l'affaiblissement des structures d'encadrement-

¹¹⁶ Rappelons toutefois que cette catégorie de personnes ne constitue qu'une partie de l'électorat des partis d'extrême droite, comme nous l'avons précisé au début de ce texte.

¹¹⁷ Cf. Bernard FRANCO, Didier LAPEYRONNIE, *op. cit.*, pp. 250 et 255.

constituent une partie de l'explication de leur comportement électoral dirigé vers les partis d'extrême droite, elles permettent également de comprendre, selon nous, pourquoi les prises de position de ces personnes sur certains sujets sont nettement plus empreintes de compréhension, de nuance, de tolérance et d'attachement aux mécanismes publics de régulation de la société que ne l'aurait laissé penser *a priori* l'expression de leur vote. Ceci traduit probablement la survivance de traces d'une conscience de classe ouvrière aujourd'hui dans une phase de reflux. Ces positions particulières par rapport aux questions morales, économiques et sociales nous ont amené à ne jamais employer à l'égard des personnes rencontrées l'expression "d'électeurs d'extrême droite", lui préférant celle "d'électeurs de partis d'extrême droite".

Fondée sur l'étude d'un cas géographiquement, socialement, politiquement et économiquement spécifique, cette explication du vote populaire en faveur de partis d'extrême droite nous semble pouvoir être étendue à d'autres "banlieues rouges" wallonnes dans lesquelles ces partis remportent des scores électoraux importants¹¹⁸. Si les phénomènes politiques, économiques et sociaux que nous avons relevés sont particulièrement perceptibles dans la cité sérésienne, il ne sont en effet certainement pas limités à cette entité. Ils sont au contraire relativement caractéristiques de la situation que différentes communes liégeoises ou hennuyères connaissent à l'heure actuelle.

L'étude présentée ici donne donc probablement la possibilité d'ouvrir certaines pistes de réflexion sur le vote populaire en faveur des partis d'extrême droite belges francophones dans d'autres communes. En revanche, elle ne permet pas d'appréhender le second versant de l'électorat de ces partis que forment les personnes de couches sociales plus élevées. A l'heure actuelle, les motivations de leur vote demeurent, en Belgique francophone plus qu'ailleurs, par trop méconnues. Ceci nous semble d'autant plus problématique que ces deux types d'électeurs constituent les deux composantes, à peu près aussi importantes l'une que l'autre, de cet électorat¹¹⁹. Il s'agit donc là d'un champ de connaissance que la sociologie politique ne pourra pas indéfiniment laisser vierge.

¹¹⁸ Ainsi, le Front national a remporté ses meilleurs scores wallons aux élections communales de 1994 à La Louvière (14,4 %), Charleroi (10,5 %), Manage (10,2 %), Dison (7,78 %) ou encore Verviers (7,53 %). Dans ces deux dernières communes, Agir a recueilli quant à lui respectivement 6,5 % et 5,4 % des suffrages.

¹¹⁹ Cf. André-Paul FROGNIER, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », *op. cit.*, pp. 118, 123 et 124 et Pascal DELWIT, « Qui vote pour le Front national en Belgique ? », *op. cit.*, p. 179.

BIBLIOGRAPHIE

BETZ, Hans-Georg, « The Two Faces of Radical Right-Wing Populism in Western Europe », *The Review of Politics*, Notre Dame (Indiana), vol.° 55, n° 4, automne 1993, pp. 663-685.

BETZ, Hans-Georg, *Radical Right-Wing Populism in Western Europe*, Londres, Macmillan, 1994, 226 pp.

BILLIET, Jaak, CARTON, Ann, HUYS, Rik, *Inconnus ou malaimés ? Une enquête sociologique sur l'attitude des Belges à l'égard des immigrés*, Louvain, Département de sociologie K.U.Leuven, 1990, 55 pp.

BOURDIEU, Pierre (dir.), *La misère du monde*, Paris, Seuil, 1993, 956 pp.

BOY, Daniel, MAYER, Nonna (dir.), *L'électeur a ses raisons*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, 408 pp.

DELWIT, Pascal, DE WAELE, Jean-Michel, REA, Andrea (dir.), *L'Extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998, 315 pp.

FANIEL, Jean, *Le vote d'extrême droite en Belgique francophone. Enquête à Seraing*, Bruxelles, MRAX, 2000, 178 pp.

FROGNIER, André-Paul, « Le vote écologiste et d'extrême-droite en Wallonie », *La Revue Nouvelle*, Bruxelles, n° 11, novembre 1992, pp. 114-126.

GHIGLIONE, Rodolphe, MATALON, Benjamin, *Les enquêtes sociologiques. Théories et pratique*, Paris, Armand Colin, 1978, 301 pp.

IGNAZI, Piero, « The silent counter-revolution. Hypotheses on the emergence of extreme right-wing parties in Europe », *European Journal of Political Research*, Dordrecht, vol. 22, n° 1, juillet 1992, pp. 3-34.

INGLEHART, Ronald, FLANAGAN, Scott C., « Value change in industrial societies », *American Political Science Review*, Washington, vol. 81, n° 4, décembre 1987, pp. 1289-1319.

KITSCHOLT, Herbert (in collaboration with Anthony J. MCGANN), *The Radical Right in Western Europe. A comparative Analysis*, s.l., The University of Michigan Press, 1997, 332 pp.

LE PAIGE, Hugues (dir.), *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en Belgique*, Bruxelles, Editions Labor, 1995, 301 pp.

MARTIN, Pierre, « Le vote Le Pen. L'électorat du Front national », *Notes de la Fondation Saint-Simon*, Paris, octobre-novembre 1996, 52 pp.

MAYER, Nonna, « Vote Front national et malaise urbain », *Res publica*, Louvain, vol. 37, n° 2, 1995, pp. 189-195.

MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal (dir.), *Le Front national à découvert*, Paris, Presses de la Fondation nationale des Sciences politiques, 1989 (1ère éd.), 366 pp.

MAYER, Nonna, PERRINEAU, Pascal, « Pourquoi votent-ils pour le Front national ? », *Pouvoirs*, Paris, n° 55, novembre 1990, pp.163-184 et, dans sa version anglaise quelque peu remaniée, « Why do they vote for Le Pen ? », *European Journal of Political Research*, Dordrecht, vol. 22, n° 1, juillet 1992, pp. 123-141.

NADAUD, Christophe, « Le vote Front national à Vénissieux : les mécanismes d'un enracinement », in SOFRES, *L'état de l'opinion 1996*, Paris, Seuil, 1996, pp. 213-240.

PERRINEAU, Pascal, *Le symptôme Le Pen. Radiographie des électeurs du Front national*, Paris, Fayard, 1997, 257 pp.

REA, Andrea (dir.), *Immigration et racisme en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1998, 241 pp.

SWYNGEDOUW, Marc, « L'essor d'Agalev et du Vlaams Blok », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, Bruxelles, n° 1362, 1992, 42 pp.

SWYNGEDOUW, Marc, BILLIET, Jaak, CARTON, Ann, « Van waar komen ze, wie zijn ze ? Stemgedrag en verschuivingen op 24 november 1991 », *Bulletin nr. 1992/3 van het I.S.P.O.*, Louvain, Katholieke Universiteit Leuven departement sociologie, 1992, 47 pp.

WIEVIORKA, Michel, « Les bases du national-populisme », *Le Débat*, Paris, Gallimard, n° 61, septembre-octobre 1990, pp. 35-41.

Ouvrages sur Seraing :

FRANCQ, Bernard, LAPEYRONNIE, Didier, *Les deux morts de la Wallonie sidérurgique*, Louvain-la-Neuve, CIACO, 1990, 266 pp.

PASLEAU, Suzy, *La gestion d'une commune en proie aux mutations économiques et sociales. Seraing, 1836-1993*, Bruxelles, Crédit communal, 1998, 389 pp.

SAINT MOULIN, Léon de, *La construction et la propriété des maisons : Expressions des structures sociales. Seraing depuis le début du XIXe siècle*, Bruxelles, Crédit communal de Belgique, n° 21 de la série Pro Civitate, 1969, 306 pp.